

## France voisine

# Divonne renonce au projet d'usine d'eau minérale

**Le maire de la cité thermale a annoncé mardi soir qu'il n'y aura pas d'usine d'embouteillage. Il a reçu une salve d'applaudissements**

Yves Merz

Volte-face inattendue des autorités divonnaises. Devant une salle de l'Esplanade remplie de plus de 500 personnes, le maire de Divonne, Vincent Scattolin, a surpris tout le monde en annonçant l'arrêt du projet de construire une usine d'embouteillage d'eau minérale dans sa ville. Ce projet monumental, qui prévoyait la production de 400 millions de bouteilles d'eau par année, était décrié des deux côtés de la frontière. Les opposants craignaient son impact sur les sources d'eau de la Versoix et le trafic transfrontalier de 160 camions par jour. Même le Conseil fédéral avait été interpellé sur ce dossier bouillonnant.

Cette annonce est d'autant plus surprenante que le permis de construire avait été délivré par la Commune en mars dernier. Cet accord avait déclenché une forte vague d'oppositions. Mardi, le maire, Vincent Scattolin, a déclaré que cette décision de renoncer à l'usine avait été prise suite à une rupture de confiance avec le porteur du projet, la société Andrénius, présidée par Patrick Sabaté: «Nous avons multiplié les échanges pour obtenir des garanties et n'avons jamais eu de réponses satisfaisantes.»

## Plan financier peu crédible

En fait, la Commune n'a pas obtenu de plan financier suffisamment crédible. Et le porteur du projet, au début d'août, a refusé d'inclure au contrat une série d'avenants écologiquement contraignants. Le maire aurait souhaité que la Société d'exploitation des eaux minérales de Divonne-les-



Mardi, le collectif Stop embouteillage Divonne manifestait encore son opposition avant l'annonce du maire de Divonne. JEAN-PAUL GUINNARD

Bains donne des garanties de la compatibilité du transport et du recyclage des plastiques avec sa politique menée dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

L'arrêt du projet ne serait donc pas motivé par l'impact négatif qu'aurait pu avoir le pompage de 80 m<sup>3</sup> d'eau par heure sur les sources de la Divonne, qui devient la Versoix en Suisse. Cette préoccupation majeure avait pourtant incité le conseiller national genevois Carlo Sommaruga à interpellier le Conseil fédéral. Et huit communes de Terre-Sainte, plus Versoix et Céligny, ont déposé un recours «gracieux» contre le projet, parce qu'elles craignaient un assèchement des nappes phréatiques et donc une baisse du débit de la Versoix. Les communes françaises du Pays de Gex, qui se sont déjà retrouvées en déficit d'eau à plusieurs reprises, avaient aussi exprimé leurs craintes.

La page est-elle définitivement tournée? Certes, les opposants exultent. Et le vice-président du

Conseil municipal de Versoix, Michel Zimmermann, qui avait parlé de casus belli lors d'une précédente séance d'information publique houleuse, a publiquement félicité le maire d'avoir pris cette décision. Tout comme la députée suppléante Christina Meissner, également présente dans l'assemblée mardi, qui avait déposé une motion demandant au Grand Conseil genevois d'exiger d'être impliqué dans les discussions et dans l'étude d'impact.

## En attente de garanties

Pourtant, les dix communes suisses n'ont pas encore décidé de retirer leurs recours. Alain Barraud, syndic de Chavannes-de-Bogis, village qui aurait été impacté par le trafic de camions, se dit soulagé par la décision divonnaise. Mais il attend un document écrit de la Mairie de Divonne. «Nous avons jusqu'à la mi-septembre pour décider si nous voulons que notre recours passe au «contentieux». Nous avons besoin de toutes les garanties pour suspendre cette procédure.»

Les Divonnais, qui ont déjà dépensé de grosses sommes dans l'étude du projet (environ 53 000 euros par année depuis 1991), ont encore un souci majeur: le prix que pourrait leur coûter la rupture de contrat avec la société Andrénius. Vincent Scattolin s'est refusé à articuler des montants. «Le dossier est entre les mains de nos avocats.» Le PDG d'Andrénius, Patrick Sabaté, contacté par téléphone, se refuse à tout commentaire. Reste une question: est-ce qu'un autre projet d'usine est dans les tiroirs de la Mairie? Vincent Scattolin assure que non, mais il cherchera toujours à valoriser l'eau de Divonne-les-Bains. Le maire, revenu à des projets plus mesurés, propose de réaliser une fontaine publique d'eau minérale au cœur de la ville.

**Lire l'éditorial en une:**  
«L'eau de Divonne cède à la pression»



«Voir et être vu» s'est installée au Jardin anglais et sur le quai Gustave-Ador. À voir jusqu'au 22 septembre. I. DESCOMBE/VUEFRANCHI

## Les jeunes sont mis à l'honneur au bord du lac

**Une exposition de photos propose 28 portraits d'adolescents sud-africains et suisses accompagnés de leurs témoignages**

Mettre en évidence la vision des jeunes. C'est ce que visent la photographe Isabelle Descombe et la psychothérapeute Vijé Franchi à travers leur exposition «Voir et être vu», qui s'est installée au Jardin anglais et sur le quai Gustave-Ador jusqu'au 22 septembre. À l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la signature de la Convention des droits de l'enfant, les Genevois pourront découvrir 28 portraits en noir et blanc de jeunes suisses et sud-africains. Toutes les images sont accompagnées d'extraits de textes sur leur vision d'eux-mêmes et du futur.

L'origine du projet remonte à 2015. Vijé Franchi, alors professeur à l'Université de Genève, dirige un atelier vidéo dans une école secondaire de Bhukulani, à Soweto en Afrique du Sud. Prés de 90 jeunes âgés d'entre 15 et 17 ans se mettent en scène dans des situations courantes de leur vie. Certaines thématiques abordées sont graves: la violence à l'école, les viols ou les rapports sexuels non protégés. «Pour une fois, les oppressions étaient montrées par ceux qui les subissent et non des personnes extérieures,

relève Vijé Franchi. Les jeunes souhaitaient qu'on montre leurs séquences au plus grand nombre de personnes possible pour que les gens les voient et les entendent.» L'ensemble des témoignages recueillis a ainsi été réuni dans un livre publié en 2017 en anglais et en français.

La suite de l'histoire se déroule à Payerne en 2019. À l'initiative de leurs enseignants, des élèves de 16 à 18 ans ont lu ce livre pour étudier l'histoire de l'Afrique du Sud et les conséquences de l'apartheid. Touchés par les récits de ces jeunes, ils ont voulu leur répondre en partageant leur vécu en Suisse.

La confrontation des expériences met en évidence des «ponts» entre les vies de ces jeunes de deux continents différents. «On voit du racket en Afrique du Sud et du harcèlement numérique en Suisse; des viols en Afrique et des jeunes qui se font battre ici», souligne la psychothérapeute. Avant d'ajouter: «Le fait d'être vu et entendu permet de passer d'un sentiment de victime à un sentiment de survivant.»

Au bord du lac, chaque portrait de Suisse fera dos à un portrait sud-africain. Pour les jeunes helvètes, le texte ne correspond pas à la photo. «Ils ne souhaitaient pas être reconnus», précise la photographe. **Céline Garcin**  
@CelineGarcin

PUBLICITÉ

# Des vers pour notre pomme? Non merci!



La gauche et ses complices minent les forces et les vertus de la Suisse en tentant de pousser notre pays dans l'UE. Ils ...

... détruisent **notre démocratie directe, notre liberté et notre indépendance** en s'efforçant d'enchaîner la Suisse à l'UE. Bruxelles nous dicterait alors nos lois et les juges de l'UE auraient le dernier mot. Les décisions du peuple ne vaudraient plus rien.

... détruisent la **sécurité intérieure** de notre pays en laissant entrer en Suisse toujours plus d'étrangers et de requérants d'asile, dont de nombreux criminels, et en empêchant que les délinquants étrangers soient systématiquement expulsés. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que **67%** des détenus des prisons suisses soient des étrangers!

... détruisent nos **institutions sociales** parce qu'ils permettent à un nombre croissant d'étrangers d'immigrer directement dans notre Etat social. **58,6%** des bénéficiaires de l'aide sociale sont des étrangers!

... détruisent la **classe moyenne et les arts et métiers** en inventant sans cesse de nouveaux impôts et de nouvelles redevances sur l'énergie, l'essence et l'huile de chauffage. Ce fameux tournant énergétique nous coûtera **150 à 200 milliards de francs**, alors que personne ne sait s'il fonctionnera réellement!

**Pour empêcher cela, il vaut mieux voter UDC!**

